



Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

17.3011

Motion KVF-NR.
Gleich lange Spiesse
im Schweizer Postmarkt

Motion CTT-CN.

Pour que les acteurs du marché postal suisse bénéficient d'une concurrence équitable

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.05.17 STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.11.17

17.3012

Motion KVF-NR.
Postgesetzgebung

Motion CTT-CN. Législation sur la poste

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.05.17 STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.11.17

17.3013

Motion KVF-NR.
Die Aufsichtsinstrumente
im Postbereich
gesetzlich verankern

Motion CTT-CN.
Inscrire dans la législation
les instruments de surveillance
du domaine de la poste

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.05.17 STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.11.17







Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

Candinas Martin (C, GR), für die Kommission: Am 14. Februar 2017 hat unsere Kommission diverse Anhörungen zu den Herausforderungen und Perspektiven für die Gestaltung des künftigen Postmarktes durchgeführt. Anschliessend hat sich unsere Kommission mit dem Bericht des Bundesrates über die Evaluation der Postgesetzgebung auseinandergesetzt. Der Bundesrat selbst kommt in seiner Analyse zum Schluss, dass sich die neue Postgesetzgebung grundsätzlich bewährt hat, punktuell aber Verbesserungsbedarf besteht. So beantragt der Bundesrat auch, zwei der drei heute zur Diskussion stehenden Motionen anzunehmen.

Die Kommissionsmotion 17.3011, "Gleich lange Spiesse im Schweizer Postmarkt", unterstützt die Absicht des Bundesrates, den Wettbewerb zu stärken. Die heutigen Grundlagen auf Gesetzes- und Verordnungsebene sollen dahingehend angepasst werden, dass ein fairer Wettbewerb im Postmarkt Schweiz für alle Marktteilnehmer gewährleistet wird. Die Kommissionsmotion wurde mit 14 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung beschlossen.

Mit der Motion 17.3013, "Die Aufsichtsinstrumente im Postbereich gesetzlich verankern", möchte die Kommission die Aufsichtsinstrumente im Postbereich stärken. So sollen die Aufsichtsinstrumente des Bakom analog zu jenen der Postcom auf Gesetzesebene präzisiert und mit Durchsetzungsinstrumenten ergänzt werden. Die Kommissionsmotion wurde mit 20 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen beschlossen.

AB 2017 N 775 / BO 2017 N 775

Die Motion 17.3012 mit dem wenig spannenden Titel "Postgesetzgebung" gab am meisten zu diskutieren. Hier geht es um den zukünftigen Service public der Post. Es ist die Motion, die vom Bundesrat zur Ablehnung empfohlen wird. Die Motion verlangt, dass die Postgesetzgebung wie folgt angepasst wird:

- 1. Die Messkriterien für die Erreichbarkeit müssen auf regionaler Ebene festgelegt werden. Die landesweite durchschnittliche Erreichbarkeit für 90 Prozent der Bevölkerung ist untauglich und sagt nichts aus über die Versorgungssituation in den einzelnen Raumplanungsregionen.
- 2. Für Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs sollen die gleichen Erreichbarkeitskriterien wie für postalische Dienstleistungen gelten. Heute lautet das Kriterium: in dreissig Minuten zu Fuss oder mit dem öffentlichen Verkehr; in Zukunft soll es auf zwanzig Minuten reduziert werden.
- 3. Postagenturen müssen so eingerichtet sein, dass alle logistischen Produkte der Post beispielsweise die Aufgabe von Massensendungen gewährleistet sind.
- 4. In den Postagenturen soll die Grundversorgung mit Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs gewährleistet sein.
- 5. Die Betreiber der Agenturen sind für ihre Leistungen mindestens kostendeckend zu entschädigen.

Diese Kommissionsmotion beinhaltet keine rückwärtsgewandte, nostalgische oder bremsende Forderung unserer Schweizerischen Post gegenüber, sondern soll auch in Zukunft einen flächendeckenden Service public mit Postdienstleistungen garantieren. Unsere Kommission will der Post nicht vorschreiben, wo sie welchen Postzugangspunkt haben muss, will aber eine flächendeckende Erreichbarkeit und umfassende Postdienstleistungen für die Bevölkerung im ganzen Land langfristig sicherstellen. Deshalb soll in den Postagenturen das gleiche Dienstleistungsangebot zur Verfügung stehen wie in den herkömmlichen Poststellen. Genau das ist Service public. Von einem bundesnahen Unternehmen, welches zu 100 Prozent der Schweizer Bevölkerung gehört, darf die Politik dies umso mehr erwarten.

Die Kommission hat intensiv nach einer ausgewogenen und möglichst breit unterstützten Lösung gesucht und diese gefunden. Mit 20 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen hat sie diese Kommissionsmotion beschlossen. In diesem Sinne empfiehlt Ihnen unsere Kommission, alle drei Kommissionsmotionen anzunehmen.

Bühler Manfred (V, BE), pour la commission: La Commission des transports et des télécommunications de notre conseil a siégé les 13 et 14 février derniers. Elle a procédé aux auditions de différents acteurs du marché postal, ceci après avoir pris connaissance du rapport du Conseil fédéral sur l'évaluation de la législation sur la poste. Ce rapport, daté du 11 janvier 2017, est très intéressant et indique quelques pistes, que l'on retrouve du reste dans les motions qui nous sont soumises.

La commission a entendu les représentants de la Poste, les acteurs privés du marché postal, les représentants des communes, les partenaires sociaux, les représentants des régions de montagne et ceux des associations économiques notamment. Après ces auditions, la commission a tenu une discussion approfondie sur le rapport. Celui-ci, comme l'a dit le rapporteur de langue allemande, arrive à la conclusion que la législation est globalement bien pensée et adaptée et a des effets positifs, mais que quelques améliorations ponctuelles sont possibles. Nous le constatons d'ailleurs de manière empirique année après année: la Poste réalise de bons résultats dans un environnement en rapide mutation. Le cadre légal apparaît donc comme approprié même si tout n'est pas, comme cela a été dit, parfait.

La motion 17.3011 vise à consolider le cadre légal libéral de la Poste afin que la libre concurrence s'exerce





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

le mieux possible. Concrètement, il s'agit de proscrire des rabais combinés, de garantir la non-discrimination dans le cadre des rabais de quantité, de régler l'indemnité pour l'accès aux cases postales et de faciliter l'accès aux boîtes aux lettres privées dans les immeubles. La commission a en effet constaté lors des auditions que les acteurs privés du marché postal ne bénéficiaient pas sur tous ces points d'une égalité de traitement. Par certaines pratiques commerciales, la Poste profite en quelque sorte de sa situation d'actrice dominante. Ceci n'est aucunement un reproche mais un simple constat: la Poste, en tant qu'entreprise détenue par le peuple suisse par l'intermédiaire de la Confédération, doit rester l'actrice principale dans ce domaine et est chargée d'assurer l'important service universel.

La commission estime cependant qu'une pincée supplémentaire de concurrence totalement ouverte en la matière est souhaitable et ne menace pas le mandat de service universel de la Poste. Nous sommes en effet persuadés qu'une ouverture maximale permettra à tous les acteurs d'avoir du succès, y compris à la Poste. L'exemple de Swisscom, qui évolue dans un cadre très libéralisé, montre que cela est tout à fait possible et peut avoir de très bons effets, y compris sur les résultats financiers.

La motion 17.3011, qui vous est soumise, a été adoptée par 14 voix contre 9 et 1 abstention.

Quant à la motion 17.3012, elle, porte sur la modification des critères relatifs à la densité du réseau et des points d'accès aux prestations postales, ainsi qu'au trafic des paiements. Il est proposé de mesurer les critères d'accessibilité de manière régionale et non pas simplement de manière nationale. A notre avis, un index de 90 pour cent au plan national ne tient pas assez compte de la situation des régions, en particulier dans les vallées alpines et dans les autres régions de montagne.

La commission souhaite que le trafic des paiements au guichet soit accessible en 20 minutes au lieu de 30 actuellement, comme les autres prestations postales. Finalement, les agences devraient offrir les mêmes prestations que les offices postaux conventionnels, ceci en indemnisant les exploitants de manière adéquate. La motion 17.3013 charge le Conseil fédéral d'ancrer dans la législation les instruments de surveillance de l'Office fédéral de la communication (OFCOM). En effet, l'OFCOM est chargé de la surveillance du service universel de la Poste, en ce qui concerne le trafic des paiements et les tarifs de distribution des journaux notamment. Ces tâches de surveillance sont assez peu formalisées et elles manquent d'instruments d'application concrets. L'OFCOM doit recevoir, grâce à cette motion, la boîte à outils nécessaire pour veiller au respect de la loi en matière de trafic des paiements et de tarifs de distribution des journaux en abonnement. Du reste, cette motion correspond à une proposition du Conseil fédéral dans son rapport du 11 janvier 2017.

Voilà, les motions que je viens de vous exposer ont été discutées et adoptées le jour de la Saint-Valentin et la commission espère que le coeur de notre conseil battra à l'unisson avec celui de la commission.

Rytz Regula (G, BE): Die Fraktion der Grünen will den Service public in allen Landesteilen der Schweiz auf gutem Niveau halten. Wir wollen keinen neoliberalen Magerstaat, in dem private Unternehmungen und Aktionäre die gewinnversprechenden Rosinen picken, keinen Magerstaat, der gleichzeitig alles, was kostet, auf die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler überwälzt.

Genau in diesem Spannungsfeld bewegen sich die Vorstösse zur Post, die wir heute diskutieren. Auf der einen Seite steht – Sie haben es gehört – der Vorschlag, die Erreichbarkeit und die Leistungen der postalischen Grundversorgung vorab in den ländlichen Gebieten zu verbessern. Dieses Anliegen unterstützen wir Grünen selbstverständlich. Wir setzen uns seit über dreissig Jahren für die Erhaltung der dezentralen Besiedlung der Schweiz und für die Stärkung der lokalen Wirtschaftsräume ein. Das geht nur mit einem guten Service public und mit freundeidgenössischer Solidarität.

Das Gegenteil von Service public bezweckt auf der anderen Seite der zweite Vorstoss, den wir heute diskutieren. Er fordert gleich lange Spiesse im Postmarkt und mehr Wettbewerb, will also die neoliberale Privatisierungsschraube weiterdrehen. Wer hier vorne am Pult sich dann sehr lauthals darüber beklagen wird, dass die Poststellen abgebaut werden, und gleichzeitig mehr Wettbewerb und private

AB 2017 N 776 / BO 2017 N 776

Gewinnchancen unterstützt, der hat aus unserer Sicht von Betriebswirtschaft nicht viel begriffen.

Worum geht es? Es geht um den laufenden Abbau von Poststellen und die Transformation in Postagenturen. Wir Grünen wollen keine Strukturerhaltung betreiben. Es ist klar, dass etwas passieren muss, denn es gibt veränderte Rahmenbedingungen, die auch die Post akzeptieren muss. Was wir allerdings kritisieren, ist das enorme Tempo dieses Umbaus und vor allem auch die sehr einsamen Entscheidungen der Post im Elfenbeinturm. Anstatt mit den Gemeinde- und Kantonsbehörden und den Gewerkschaften frühzeitig zusammenzusitzen und zu diskutieren, wie man die Konzentration des Poststellennetzes raumplanerisch, organisatorisch und personalpolitisch sinnvoll umsetzen kann, werden die Betroffenen meistens vor Faits accomplis gestellt.





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

Diese Überfälle haben aus unserer Sicht Methode: Zuerst einmal werden möglichst viele Poststellenschliessungen angedroht. Dann schaut man, wo der Aufschrei am grössten ist. Dort, wo laut geschrien wird, korrigiert man noch, und dort, wo nur etwas gehüstelt wird, ist es bereits akzeptiert. Das ist aus unserer Sicht keine Dienstleistungsstrategie.

Niemand hier im Saal wird bestreiten, dass die veränderten Gewohnheiten und auch Technologien eine Anpassung des Poststellennetzes erfordern. Doch diese Anpassung muss gemeinsam mit den lokalen Behörden entschieden werden. Nur sie wissen, wo in einer Gemeinde oder in einer Stadt die Poststellen oder -agenturen am besten platziert sind, nur sie kennen die Verkehrsströme, die lokalen Wirtschafts- und Wohnstrukturen und die Ortsentwicklungs- und Ansiedelungspläne. Wenn man nicht auf sie hört, dann trifft man die falschen Entscheidungen. Genau das ist in den letzten Jahren sehr oft passiert. Deshalb ist das auch ein so emotionales Thema. Wir Grünen unterstützen deshalb die Verschärfung des Postgesetzes, auch wenn es das Grundsatzproblem nicht löst.

Das Grundsatzproblem ist nämlich, dass die Post immer mehr zwischen Hammer und Amboss gerät. Die Digitalisierung verändert den Post- und Logistikmarkt radikal. Weil ein immer grösserer Teil der Kundinnen und Kunden auf Online-Dienstleistungen wechselt, verschlechtern sich das Mengengerüst und die Rentabilität der Poststellen und auch der Postagenturen. Der Zahlungsverkehr ist defizitär, das Poststellennetz ist defizitär, und für jede neue Dienstleistung gibt es massenhaft private Konkurrenz und auch parlamentarische Vorstösse, die sie im Keim ersticken. Die Postleitung hat deshalb eine schwierige Aufgabe zu bewältigen: Sie muss sich technisch und organisatorisch bewegen. Sie hat auch einige sehr gute neue Konzepte entwickelt, z. B. den Abholservice und die Einzahlungsmöglichkeiten an der Haustür. Diese Innovationsstrategie muss weitergehen. Sie muss vor allem zusammen mit dem Personal und nicht gegen das Personal betrieben werden. Da haben wir als Parlament auch unsere Überwachungsaufgabe zu leisten.

Was wir uns in dieser Situation aber sicher nicht leisten können, sind Rückenschüsse, Rückenschüsse wie der Vorstoss für mehr Wettbewerb. Sie wissen ja alle, dass die Post nur noch in wenigen Bereichen wirklich auch exklusive Märkte hat, und genau diese sollen hier nun mit einem weiteren Vorstoss weiter aufgeweicht werden. Das lehnen wir Grünen ganz klar ab. Wir wollen nicht noch zusätzlichen Wettbewerb anheizen, sondern wir wollen, dass wir die heutige Situation so lassen, dass die Post ihre Grundleistungen für die Bevölkerung auch wirklich finanzieren kann.

Ich bitte Sie deshalb, den Vorstoss für mehr Wettbewerb und gleich lange Spiesse abzulehnen.

Giezendanner Ulrich (V, AG): Geschätzte Frau Kollegin Rytz, Sie haben gesagt, das Umfeld werde immer schwieriger. Als Unternehmer bin ich nicht Ihrer Ansicht. Glauben Sie nicht auch, dass vor allem bei der Paketpost – Amazon, Zalando usw. – die Chancen viel grösser werden, wenn man sie wahrnimmt oder wahrnehmen will?

Rytz Regula (G, BE): Sie wissen ja auch, sehr geehrter Kollege Giezendanner, dass im Bereich der Paketpost der offene Wettbewerb gilt und dass dort natürlich die Post genau die Finanzierung, die sie braucht, um die Grundleistungen in der ganzen Schweiz sicherzustellen, eben nicht exklusiv erwirtschaften kann. Sie hat nur noch das Monopol auf Briefen unter 50 Gramm. Alles andere ist bereits dem freien Wettbewerb unterstellt. Deshalb finden wir es falsch, dass Sie auf der einen Seite sehr hohe Ansprüche an die Post stellen, nämlich auch weiterhin eine dezentrale Grundversorgung sicherzustellen, und auf der anderen Seite hier den Wettbewerb noch verschärfen. Ich glaube, das kann nicht aufgehen. Das wissen Sie als Unternehmer auch.

Rickli Natalie (V, ZH): Service public heisst für die SVP-Fraktion Leistungen, die der Staat zwingend erbringen muss und Private nicht erbringen – für die ganze Schweiz.

Während wir auf der einen Seite das 50-Gramm-Briefmonopol endlich aufheben und somit für gleich lange Spiesse im Schweizer Postmarkt sorgen sollten, weil Wettbewerb eben möglich ist, muss auf der anderen Seite der Grundversorgungsauftrag der Post erfüllt werden. Dazu gehören eine gute Erreichbarkeit der Post auch in den Randregionen und das Erbringen von Dienstleistungen im Zahlungsverkehr.

Hatte ich gestern in einem Interview noch gesagt, dass ich auch als Städterin, die von diesem Abbau kaum betroffen ist, die Motion 17.3012 unterstütze, wonach die Postdienstleistungen gut erreichbar und die verschiedenen Dienstleistungen erhältlich sein müssen, habe ich am Abend in der Medienmitteilung der Post gelesen, dass auch in meiner Heimatstadt Winterthur verschiedene Poststellen nur noch bis 2020 garantiert sind, darunter auch meine am Deutweg.

Die Post muss entweder ihre gutgemeinte, offene Kommunikation überprüfen oder ehrlich sein und sagen, dass sie diese Poststellen nach 2020 abbauen will. 2020 ist in zweieinhalb Jahren! Die Post ist wegen dieser Kommunikation und der meiner Meinung nach zu schnellen und zu radikalen Poststellenschliessungen negativ





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

in der Kritik. Dabei macht sie auch viel Positives: Sie richtet sich auf die Digitalisierung und die veränderten Kundenbedürfnisse aus, beispielsweise mit Pick-up-Stellen. Insgesamt gibt es mehr Zugangspunkte, was positiv ist. Es macht keinen Sinn, schlecht frequentierte Poststellen zwingend und teuer am Leben zu erhalten. Es ist also richtig, dass die Post ihre Poststellen und die Angebote überprüft und wo nötig Verbesserungen vorschlägt. Die Postagenturen sind teilweise sogar eine Bereicherung für die lokale Bevölkerung, zum Beispiel wegen der längeren Öffnungszeiten. Wichtig ist in diesen Fällen aber, dass die postalischen Grundleistungen erbracht werden. Dazu gehören auch Finanzdienstleistungen oder die Annahme von Sperrgut und Massensendungen eben auch in den Randregionen.

Immerhin hat die Post auf die politische Kritik reagiert und dank der Einreichung verschiedener Vorstösse im Parlament, von links bis rechts, Änderungen in diese Richtung angekündigt, zum Beispiel eben die Einführung von Bareinzahlungen an der Haustüre, die Möglichkeit der Abgabe von Massensendungen oder die Zustellung von Tageszeitungen bis Mittag in Regionen ohne Frühzustellung.

Sie sehen: Manchmal nützen Vorstösse schon, wenn sie noch gar nicht umgesetzt sind. Vielleicht wird das ja auch bei unseren drei Motionen der Fall sein. Deshalb bitte ich Sie namens der SVP-Fraktion, die drei Motionen 17.3011, 17.3012 und 17.3013 zu unterstützen.

Zur Motion 17.3011: Damit können gleich lange Spiesse im Schweizer Postmarkt geschaffen werden. Leider diskriminiert die Post heute die privaten Anbieter in verschiedenen Bereichen. So verrechnet sie den privaten Anbietern mehr, als wenn z. B. ein Grosskunde den Auftrag gibt, oder sie koppelt Rabatte an das Versenden von Briefen unter und über 50 Gramm. Auch haben die privaten Anbieter oftmals keinen Zugang zu den Briefkastenanlagen. All diese Punkte gilt es zu ändern. Die Post hat uns ja ein Schreiben zugestellt, und zwar am 25. Mai 2017. Dort schreibt sie: "Die Post stellt sich nicht per se gegen Wettbewerb." Das sagt eigentlich auch einiges über das Selbstverständnis ebendieser aus.

Abschliessend möchte ich, weil es zwischendurch vergessen zu gehen scheint, nochmals festhalten, dass die Post ein hundertprozentiger Staatsbetrieb mit einem

AB 2017 N 777 / BO 2017 N 777

Grundversorgungsauftrag ist. Sie verhält sich aber so, als ob sie in einem völlig privaten Wettbewerb tätig wäre.

Rytz Regula (G, BE): Geschätzte Frau Kollegin Rickli, ich habe eine Frage zur betriebswirtschaftlichen Logik. Sie haben jetzt gesagt, weshalb Sie diesen Vorstoss für mehr Wettbewerb unterstützen, und Sie haben gesagt, die Post solle zum Beispiel den privaten Anbietern den Zugang zu den Briefkastenanlagen sicherstellen. Weshalb sollte die Post das eigentlich machen? Weshalb soll sie die privaten Unternehmungen sozusagen indirekt subventionieren durch diese Leistungen, die sie für sich selber erbringt? Weshalb muss sie sie auch anderen zur Verfügung stellen? Ich verstehe das nicht.

Rickli Natalie (V, ZH): Während Sie ja nur einseitig an Grundversorgung interessiert sind, wollen wir, wo möglich, Wettbewerb schaffen. Und das gehört eben auch zum Wettbewerb. Dieser Teil ist eben Wettbewerb, dieser Teil ist eigentlich liberalisiert und wird nicht durchgesetzt. Darum, das haben wir auch in der Kommission festgehalten, empfiehlt auch der Bundesrat diesen Vorstoss zur Annahme. Es ist nicht richtig, dass Privaten dort, wo sie tätig sein könnten, der Zugang künstlich verwehrt wird oder zu hohe Preise verrechnet werden. Die Privaten sind ja bereit, entsprechende Preise zu bezahlen, aber diese Preise sollen eben nicht diskriminierend sein.

Hardegger Thomas (S, ZH): Die Nachfrage nach postalischen Dienstleistungen verändert sich, das ist unbestritten. Die Post muss sich auch anpassen. Das muss aber sozialverträglich und gesellschaftsverträglich passieren. Die Hauruck-Übung, mit der gegenwärtig Hunderte von Poststellen geschlossen werden sollen, kommt einem Kahlschlag gleich – nun auch in urbanen Gebieten.

Es ist nicht einfach der bequeme Zugang für Einwohnerinnen und Einwohner, der verschwindet. Geht der Gemeinde ein Vollangebot an Postdienstleistungen verloren, verliert die Gemeinde oder ein Stadtquartier viel an Attraktivität. Das hat Signalwirkung: Firmen verschwinden, neue wählen schon gar nicht eine postlose Gemeinde, andere Dienstleistungen ziehen in der Folge ebenfalls weg. Der volkswirtschaftliche Schaden, der angerichtet wird, wird auch mit der Gewinnablieferung der Post an den Bund nicht aufgewogen. Ein Schliessungsentscheid darf nicht einfach durch eine billige Kosten-Nutzen-Analyse der Post allein gefällt werden. Es müssen raumplanerische, gesellschaftliche und volkswirtschaftliche Ziele und Kosten berücksichtigt werden. Es braucht ein Schliessungsmoratorium, bevor mit einem Fait accompli unwiderruflich weisse Versorgungsflächen geschaffen werden.

Die Motion 17.3011 fordert sogenannt gleich lange Spiesse für Post und private Anbieter. In Wahrheit wer-





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

den ungleich lange Spiesse verlangt, indem Teilleistungen der Grundversorgung der Post privaten Anbietern freigegeben werden. Das ist Rosinenpickerei. Wir wollen nicht, dass sich die Privaten dort bedienen können, wo Gewinne möglich sind, dass sie aber keinen Beitrag an eine flächendeckende Grundversorgung leisten müssen.

Darum bitten wir Sie, den Ablehnungsantrag zu unterstützen.

Mit der Motion 17.3012 zur Postgesetzgebung soll die Erreichbarkeit der postalischen Grundversorgung regional differenziert bestimmt werden. Bediente Zugangspunkte, auch für den Zahlungsverkehr, sollen in zwanzig Minuten mit dem öffentlichen Verkehr oder zu Fuss erreichbar sein. Bei Auslagerungen in Postagenturen haben diese alle logistischen Produkte der Post und auch Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs anzubieten. Zudem müssen die Betreiber der Agenturen für ihre Leistungen mindestens kostendeckend entschädigt werden. Diese Motion unterstützen wir.

Maire Jacques-André (S, NE): Notre groupe est très préoccupé par divers aspects des réformes en cours au niveau du réseau postal. Parmi nos principales préoccupations, il y a, par exemple, le maintien du niveau actuel de qualité de service public fourni par la Poste, tant à ses clients privés qu'aux PME. Il s'agit en particulier de maintenir l'accessibilité des prestations postales dans les régions périphériques. A ce propos, les critères d'accessibilité aux prestations de distribution et de service des paiements doivent impérativement être fixés au niveau régional et non pas au travers de moyennes nationales qui ne prennent pas en compte les réalités des régions périphériques. D'ailleurs, la Postcom elle-même soutient cette revendication contenue dans la motion de commission 17.3012, dont le Conseil fédéral – et cela nous surprend – propose le rejet, alors qu'une révision des bases légales s'impose.

La fermeture d'offices risque de provoquer de nombreuses pertes d'emplois, ou alors des transformations importantes de ces emplois. Nous demandons que de véritables plans sociaux soient négociés avec les syndicats concernant les suppressions d'emplois ou que des conditions favorables soient offertes aux collaborateurs qui devront suivre des formations en vue d'un changement d'emploi au sein de la Poste. Pour ce qui est des activités sous-traitées par la Poste, nous exigeons que les conditions de travail au sein des entreprises sous-traitantes soient équivalentes à celles contenues dans les conventions collectives de travail en vigueur à la Poste, ceci dans l'intérêt des travailleurs, bien sûr, mais aussi pour éviter une concurrence déloyale à l'encontre de la Poste.

Concernant la stratégie de réforme du réseau, nous saluons l'amorce de dialogue que la Poste a instauré avec les cantons, mais nous demandons que ce dialogue se poursuive et se renforce en particulier avec les communes concernées. Les agences postales, qui doivent prendre le relais d'un certain nombre d'offices, souffrent actuellement de faiblesses aux conséquences dommageables pour les clients, notamment en matière de service des paiements ou d'envoi en nombre, tant pour les privés que pour les PME. Pour que la stratégie de la Poste soit vraiment crédible, ces faiblesses doivent être corrigées. Enfin, le rythme des restructurations annoncées par la Poste ne nous semble pas réaliste si on veut que nos préoccupations soient réellement prises en compte, en particulier que des modifications légales soient effectuées.

En résumé, nos préoccupations et nos demandes rejoignent pleinement celles exprimées par les motions 17.3012 et 17.3013, que nous accepterons sans réserve. Par contre, nous rejetterons la motion 17.3011, qui favorise les démarches de privatisation auxquelles nous nous opposons.

Amherd Viola (C, VS): Die Schweizerische Post deckt einen wichtigen Teil des Service public in unserem Lande ab. Insgesamt macht die Post ihre Arbeit gut, was unsere Fraktion anerkennt. Die Strategie betreffend Zugangspunkte, die sich in letzter Zeit mit vielen Poststellenschliessungen akzentuiert, bereitet uns aber Sorgen. Der Bericht des Bundesrates über die Evaluation des Postgesetzes vom 11. Januar 2017 kommt zum Schluss, dass sich die neue Postgesetzgebung grundsätzlich bewährt, dass es in einigen Punkten aber Verbesserungspotenzial gibt. Die Postcom stellt der Post in ihren Jahresberichten jeweils ebenfalls ein gutes Zeugnis aus. Aber auch die Postcom sieht Verbesserungsbedarf, insbesondere bei den Messkriterien für die Erreichbarkeit.

Die KVF-NR hat in Kenntnis dieser Berichte und nach Anhörungen drei Motionen verabschiedet. Die Kommissionsmotion 17.3011, "Gleich lange Spiesse im Schweizer Postmarkt", will mehr Wettbewerb im Bereich der Postdienstleistungen. Ein offener, diskriminierungsfreier Wettbewerb ist das Ziel. Um dies zu erreichen, sollen beispielsweise Kopplungsrabatte verboten werden, und der Zugang zu Postfachanlagen soll kostengerecht ermöglicht werden.

Die CVP-Fraktion lehnt diese Motion ab, und zwar, weil damit der Service public geschwächt würde. Alternative Anbieter, welche nicht verpflichtet sind, die Grundversorgung zu gewährleisten, bekämen damit die Gelegen-





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

heit, im Sinne einer Rosinenpickerei die Schweizerische Post zu konkurrenzieren und deren Einnahmen zu reduzieren. Diese würden dann für die Erfüllung der flächendeckenden Grundversorgung im ganzen Land fehlen. Ich bitte Sie, dem Einzelantrag Reynard zuzustimmen und die Motion abzulehnen.

AB 2017 N 778 / BO 2017 N 778

Den Motionen 17.3012, "Postgesetzgebung", und 17.3013, "Die Aufsichtsinstrumente im Postbereich gesetzlich verankern", wird unsere Fraktion zustimmen.

Zuerst zur Motion 17.3012, diese Motion beinhaltet folgende Punkte zur Stärkung der Grundversorgung: Die Messkriterien für die Erreichbarkeit müssen auf die Ebene der Raumplanungsregionen heruntergebrochen werden. Wie die Postcom in ihrem Bericht 2015 auch festhält, sagt das Erreichbarkeitskriterium von zwanzig Minuten für Postdienstleistungen und dreissig Minuten für Finanzdienstleistungen nichts aus, wenn seine Erfüllung landesweit erhoben wird. Die Kommissionsmotion verlangt weiter, dass postalische Dienstleistungen und Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs im gleichen Zeitrahmen, das heisst innert zwanzig Minuten, zu Fuss oder mit dem öffentlichen Verkehr erreichbar sein müssen. Ferner sollen Postagenturen so eingerichtet werden, dass alle logistischen Produkte der Post verfügbar sind, inklusive der Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs. In einem letzten Punkt verlangt die Kommissionsmotion, dass die Betreiber von Agenturen für ihre Leistungen mindestens kostendeckend zu entschädigen sind. Wie gesagt, die CVP-Fraktion unterstützt diese Motion im Sinne eines starken Service public für das ganze Land.

Die dritte Kommissionsmotion beabsichtigt eine Stärkung der Aufsicht im Postbereich. Die Aufsichtsinstrumente des Bakom sollen analog zu jenen der Postcom ausgestaltet werden. Das heisst, sie sollen auf Gesetzesebene präzisiert und um Durchsetzungsinstrumente ergänzt werden. Die CVP-Fraktion unterstützt diese Stärkung der Aufsicht.

Zusammenfassend bitte ich Sie namens der CVP-Fraktion, die Motion 17.3011 abzulehnen und die Motionen 17.3012 und 17.3013 anzunehmen.

Grossen Jürg (GL, BE): Wir Grünliberalen setzen uns für eine moderne, wettbewerbsfähige und kundenfreundliche Post ein. Die Ankündigungen von Poststellenschliessungen und die veränderten Postangebote führen immer wieder zu Kritik bei der Bevölkerung, bei Gemeinden und – wir haben es eben gehört – auch bei der Politik. Deshalb sind heute drei Kommissionsmotionen zu diesem Themenfeld traktandiert.

Die eingangs erwähnte Kritik ist aber nur auf den ersten Blick verständlich. Wer genau hinschaut, der merkt, dass die Post exakt das tut, was wir von der Politik, aber auch als Kunden von ihr verlangen. Sie richtet ihre Dienstleistungen nämlich auf die Kundenbedürfnisse aus und nicht auf veraltete Ideologien. Das ist zu begrüssen. Ich gliedere die Vorstösse deshalb in zwei Kategorien: erstens in die Kategorie "Nostalgie", welche wir ablehnen, und zweitens in die Kategorie "liberale Ordnungspolitik", welche wir unterstützen.

In die Kategorie "Nostalgie" gehört die Motion 17.3012 unserer KVF-NR, welche die Messkriterien für die Erreichbarkeit einer Poststelle auf regionaler Ebene anstatt aufgrund des landesweiten Durchschnittes festlegen will. Für Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs sollen zudem die gleichen Erreichbarkeitskriterien wie für postalische Dienstleistungen gelten. Das würde bedeuten: erreichbar in zwanzig Minuten zu Fuss oder mit dem öffentlichen Verkehr. Weiter sollen alle Postagenturen so eingerichtet sein, dass sämtliche logistischen Produkte der Post wie beispielsweise die Aufgabe von Sperrgutpaketen und Massensendungen sowie alle Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs gewährleistet sind. Niemand hat uns in der Kommission sagen können, was diese massiven Forderungen kosten werden. Trotzdem haben fast alle zugestimmt. Schnellschüsse haben ja offenbar Hochkonjunktur!

Uns Grünliberalen geht das jedoch entschieden zu weit. Die Post soll sich weiterentwickeln können. Ich wohne auch auf dem Land und setze mich für eine gute Grundversorgung ein. Aber die Post bietet überall hervorragende und kundenfreundliche Lösungen zur Erfüllung ihres gesetzlichen Versorgungsauftrages an. Ich denke dabei an die umfassenden Hausservicedienste der Postboten wie Einzahlungen oder Briefmarkenverkauf, ich denke aber auch an Paketautomaten und Agenturlösungen mit attraktiven Öffnungszeiten. Diese Dienste bieten den Kundinnen und Kunden und auch uns Gewerblern meistens ebenso gute, in vielen Fällen sogar bessere Dienstleistungen an als die klassischen Poststellen.

In die Kategorie "liberale Ordnungspolitik" gehören die zwei Motionen 17.3011 und 17.3013 unserer KVF-NR. Wie die Anhörungen in der Kommission eindrücklich aufgezeigt haben, gibt es in den verlangten Punkten klaren Handlungsbedarf. Erstens sollen die Aufsichtsinstrumente des Bakom analog zu jenen der Postcom auf Gesetzesebene präzisiert und mit Durchsetzungsinstrumenten ergänzt werden. Zweitens soll der Bundesrat beauftragt werden, die heutigen Grundlagen auf der Gesetzes- und Verordnungsebene dahingehend anzupassen, dass ein fairer und diskriminierungsfreier Wettbewerb im Schweizer Postmarkt für alle Marktteilnehmer



Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011
Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011



gewährleistet ist.

Wir Grünliberalen unterstützen ein Verbot von Kopplungsrabatten und wollen keine Diskriminierung bei Mengenrabatten und Vorleistungsvergütungen. Weiter braucht es eine kostengerechte Regelung der Abgeltungen für den Postfachzugang ebenso wie einen verbesserten Zugang zu Briefkastenanlagen in Wohn- und Geschäftshäusern für private Postdienstleistungsanbieter. Deshalb sind die Kommissionsmotionen 17.3011 und 17.3013 unterstützungswürdig.

Zusammengefasst lehnen wir Grünliberalen den rückwärtsgerichteten Nostalgievorstoss ab und unterstützen die ordnungspolitischen Anliegen, um gleich lange Spiesse im Schweizer Postmarkt zu gewährleisten.

Fluri Kurt (RL, SO): Herr Kollege Grossen, ich beziehe mich auf den angeblichen Nostalgievorstoss. Sie gehen immer davon aus, dass diese Poststellenreduktion auf dem Lande vor sich gehe. Nun ist es aber so, dass die Post auch beginnt, in den Städten Poststellen zu schliessen. Halten Sie es auch für nostalgisch, wenn man beispielsweise die Schliessung der Postfiliale am Bärenplatz, etwa 200 Meter von hier, mitten in der Stadt, als zweifelhaft qualifiziert?

Grossen Jürg (GL, BE): Vielen Dank, Herr Fluri, das ist ein Steilpass für mich: Selbstverständlich ist das Nostalgie. Wenn die Dienstleistungen auch dort, im städtischen Bereich, in Postagenturen angeboten werden, ist das ein Mehrwert für die Bevölkerung. Fragen Sie doch mal die Bevölkerung! Diese will die Dienstleistungen zu Zeiten beziehen, in denen vielleicht die klassischen Poststellen nicht offen haben, z. B. abends. Deshalb bin ich ganz klar dafür, dass es überall gilt.

Hiltpold Hugues (RL, GE): Je souhaiterais rappeler, en guise de préambule, comme l'ont fait les rapporteurs, que ces différentes motions s'inscrivent dans le cadre d'un débat plus général sur la Poste, que nous avons eu en commission, notamment à la faveur du rapport d'évaluation de la loi sur la poste, publié le 11 janvier 2017 par le Conseil fédéral.

La motion 17.3011 vise à ce que les bases légales en vigueur, qu'il s'agisse de la loi ou de l'ordonnance, soient modifiées de façon à ce qu'une concurrence saine puisse avoir lieu, sans discrimination, entre tous les acteurs du marché postal suisse. Aujourd'hui, ce n'est pas totalement le cas, notamment s'agissant des rabais combinés qu'il faut interdire; notamment en ce qui concerne la non-discrimination lors d'octroi de rabais de quantité et de la rémunération des prestations globales; notamment concernant la rémunération en fonction des coûts pour l'accès aux cases postales.

La loi sur la poste garantit à tous l'accès aux cases postales, mais impose des tarifs élevés, ce qui a pour corollaire que leur accès est quasiment impossible pour des prestataires privés ou, différemment dit, que leur accès est commercialement inaccessible pour certains prestataires privés.

Cela concerne aussi l'accès aux batteries de boîtes aux lettres qu'il faut améliorer par l'introduction d'une nouvelle réglementation en matière d'accès à la distribution. Aujourd'hui, il existe des situations où des prestataires privés ont des problèmes pour accéder aux boîtes aux lettres des immeubles, lorsque les portes des allées sont verrouillées. Et, dans certains cas, ils n'y ont purement et simplement pas accès.

Je tiens à préciser que cette motion n'invente rien. Elle ne fait que reprendre les mesures proposées par le Conseil fédéral

AB 2017 N 779 / BO 2017 N 779

dans son rapport. Vous l'aurez compris, c'est la raison pour laquelle le groupe libéral-radical soutiendra cette motion.

Pour la motion 17.3012, qui charge le Conseil fédéral d'adapter la loi sur la poste de façon à ce que, globalement, l'accessibilité soit renforcée, que ce soit pour les services postaux ou les services de paiement, ou pour la configuration des agences postales devant être à même d'assurer la fourniture du service universel en matière de services de paiement, notre groupe est partagé. Bien que nous partagions le but de la motion de garantir une meilleure accessibilité des services postaux aux citoyens, nous estimons qu'il incombe à la Poste de s'organiser en conséquence, eu égard à son indépendance, et qu'il convient de la soutenir dans sa mue, tout en s'assurant que le service universel soit garanti.

J'ajoute que le Conseil fédéral, dans son rapport d'évaluation, propose qu'une analyse approfondie des besoins de la population et de l'économie soit réalisée avant de décider d'éventuelles adaptations concrètes des dispositions qui sont actuellement en vigueur. C'est dans ce cadre que cette problématique doit être appréciée. Nous estimons en parallèle qu'il faut donner une impulsion pour lancer cette analyse. C'est donc dans cet état d'esprit que notre groupe soutiendra cette motion, certes du bout des lèvres, en ne perdant pas de vue que les coûts engendrés par les propositions contenues dans la motion risquent de provoguer quelques surprises



Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

lorsqu'il s'agira de les apprécier dans un cadre beaucoup plus général, notamment budgétaire.

La dernière des motions, la motion 17.3013, charge le Conseil fédéral de préciser dans la législation les instruments de surveillance dont dispose l'OFCOM, sur le modèle de ceux de Postcom. Notre groupe soutiendra cette motion, qui comble une lacune et reprend aussi un point du rapport d'évaluation du Conseil fédéral. Il est effectivement nécessaire d'ancrer dans la loi les instruments de surveillance adéquats pour l'OFCOM.

Pour toutes ces raisons, je vous invite, au nom du groupe libéral-radical, à soutenir les trois motions qui vous sont soumises.

Guhl Bernhard (BD, AG): Gleich vorweg: Die BDP-Fraktion wird alle drei Motionen annehmen.

Rollen wir das Feld von hinten auf, zuerst mit der einfachsten, unbestrittenen Motion: Der Bericht des Bundesrates über die Evaluation des Postgesetzes hat aufgezeigt, dass hier Handlungsbedarf besteht. Mit der Motion 17.3013 bezüglich Aufsichtsinstrumente des Bakom sollen die notwendigen Durchsetzungsinstrumente geschaffen werden.

Die Motion 17.3012 betrifft die Grundversorgung mit Postdienstleistungen. Die heutige Definition – landesweite Erreichbarkeit einer Poststelle in zwanzig Minuten für 90 Prozent der Bevölkerung – ist so untauglich. In Städten mit einer sehr grossen Bevölkerungsdichte kann dieser Schnitt natürlich sehr einfach erreicht werden. In dünnbesiedelten Regionen, insbesondere in Bergregionen, muss die Bevölkerung dann aber sehr lange Zeiten in Kauf nehmen, um zu einer Poststelle oder Postagentur zu gelangen.

Die BDP wehrt sich nicht grundsätzlich gegen die Einführung von Postagenturen. Sie ist eine gute Sache. Es ist der BDP jedoch wichtig, dass oft genutzte Dienstleistungen wie Zahlungsverkehr und die Aufgabe von grösseren Paketen wie Sperrgutpaketen und von Massensendungen auch in Postagenturen verfügbar sind. Natürlich nutze ich z. B. E-Banking, aber denken wir bitte auch an ältere Personen, die heute noch nicht einmal einen PC besitzen – auch diese müssen ihren Zahlungsverkehr abwickeln können.

Dass im Schweizer Postmarkt gleich lange Spiesse nötig sind, hat sich für mich während der Anhörung in der Kommissionssitzung gezeigt. Wir erfuhren dort, dass die Post Exklusivverträge mit Ladenketten abschliesst, damit private Postdienstleister dort nicht ihre Pakete zum Abholen deponieren können. Das geltende Recht wird also geritzt. Die Forderung der Motion, wonach der Zugang zu Briefkastenanlagen und eben auch zu solchen Lagerstellen verbessert werden soll, ist ein zentraler Punkt dieser dritten Motion.

Wir bitten Sie, im Postbereich den notwendigen Wettbewerb zu ermöglichen. Mit der Annahme dieser Motion wird entgegen den Befürchtungen einiger Vorredner hier im Saal die Grundversorgung durch die Post nicht geritzt.

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Ich danke für die Diskussion zur generellen Situation der Post. Sie ist sicher berechtigt. Die Post hat in den vergangenen Jahren nicht immer glücklich kommuniziert. Sie hat sicher auch nicht immer mit den Gemeinden, die von Schliessungen betroffen sind, rechtzeitig und frühzeitig Kontakt aufgenommen.

Aber die Postdienstleistungen sind exzellent. Wenn man Ihnen zuhört, hat man schon den Eindruck, wir hätten ein immenses Versorgungsproblem, wir seien überhaupt nicht gut versorgt. Das stimmt einfach nicht. Die Post hat gerade vor zwei Wochen in einem internationalen Vergleich den ersten Platz belegt als modernste und beste Post in ganz Europa. Wir haben das dichteste Netz an Zugangspunkten, das beste Preis-Leistungs-Verhältnis und die höchste Qualität – "number one"! Deshalb muss man auch ein bisschen anschauen, was die Tatsachen sind und was emotional ist, wenn man irgendwo das Gefühl hat, dass eine Poststelle abgebaut werde.

Das geltende Postgesetz ist jetzt noch nicht einmal seit fünf Jahren in Kraft. Der Evaluationsbericht hat auch gezeigt, dass vielfältige, preiswerte und qualitativ hochstehende Postdienste sowie die Grundversorgung mit Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs angeboten werden und dass alle Bevölkerungsgruppen in allen Landesteilen mit einem wirksamen Wettbewerb in der Erbringung von Postdiensten rechnen dürfen. Der Bericht stellt deshalb auch fest, dass insgesamt eine sehr gute Versorgungssituation für die Bevölkerung und für die Wirtschaft besteht.

Im Paketbereich haben wir einen spürbaren Wettbewerbsdruck, im Briefmarkt ist er bislang ausgeblieben. Um die Wettbewerbssituation im Postmarkt im Sinne des Gesetzes zu fördern, hat der Bundesrat deshalb in seinem Bericht verschiedene Massnahmen vorgeschlagen, welche Gegenstand der vorliegenden Motion 17.3011 Ihrer Kommission sind, deren Annahme der Bundesrat beantragt. Es betrifft die Entgeltregelung für den Zugang zu Postfachanlagen; es betrifft das Rabattsystem, wenn es um Mengen- und Vorleistungsrabatte geht; es betrifft die Kopplungsrabatte; es betrifft den verbesserten Zugang zu Hausbriefkästen und Briefkastenanlagen. Da gibt es auch langjährige Diskussionen. Wir haben immer gesagt, wir würden das evaluieren; wir haben klar





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

gesehen, dass hier Handlungsbedarf besteht. Das sind kleine Revisionspunkte. Es ist nicht so, dass damit irgendwo der Service public geschwächt würde. Aber gerade der Zugang zu Postfachanlagen ist etwas, was sich akzentuiert darstellt.

Laut dem Postgesetz von heute sollen die Postdienstanbieterinnen den Zugang zu Postfachanlagen in Form von freiwilligen Vereinbarungen regeln. Man hat immer gefunden, das regle der Markt, man könne miteinander reden. Heute stellen wir einfach fest, dass es im Briefbereich auch nach diesen fünf Jahren keine einzige solche freiwillige Vereinbarung gibt. Das heisst, ein anderer Lieferant, der einem Kunden, der nur ein Postfach hat, irgendetwas zustellen will, hat keine Möglichkeit, das dorthin zu bringen. Und mit dem zunehmenden E-Commerce haben wir auch viele Reklamationen, weil Pakete usw. vor der Haustür abgestellt oder wieder zurückgenommen werden. Das ist sehr kundenunfreundlich. Deshalb braucht es halt eine Korrektur, damit die Post, wenn sie den Zugang öffnen muss, dafür auch ein korrektes Entgelt erhält. Das ist Bestandteil des Antrages des Bundesrates.

Auch bei den Kopplungsrabatten hat die Post natürlich eine gewisse Vorzugsstellung, die sie noch ausnutzt, indem sie bei Briefen unter 50 Gramm aus einem Monopolbereich operieren kann. Die Weko hat hier auch schon eine kartellrechtliche Untersuchung beantragt. Auch hier rechtfertigt sich deshalb die Annahme der Motion.

Mit Ihrer Kommission nicht einverstanden bin ich bei der Beurteilung der Motion 17.3012. Sie wissen, dass wir für den Zugang eine Regelung getroffen haben, die in Kraft ist, von der Post eingehalten wird und auch funktioniert. Alle haben vorhin gesagt, sie wüssten, dass die Digitalisierung stattfindet. Wir alle wissen: Niemand mehr geht physisch jede Woche auf die Post. Ich würde es jetzt nicht wagen, Sie zu

AB 2017 N 780 / BO 2017 N 780

fragen, wann Sie das letzte Mal physisch auf einer Poststelle waren. Vielleicht sind es 10 Prozent von Ihnen, die noch einmal im Monat physisch bei einer Poststelle vorbeischauen. Ja, wenn das so ist, wenn es in der Bevölkerung – und Sie sind ja die Repräsentanten der Bevölkerung – auch nur 10 Prozent sind, die noch einmal im Monat physisch bei einer Poststelle vorbeischauen, ist es halt so, dass diese Poststellen nicht benutzt, nicht frequentiert werden. Dann sind das Auslagen und ein Service, die sich so, mit dieser Struktur, nicht aufrechterhalten lassen.

Ich bin immer ein bisschen erstaunt, wenn Sie nur den Abbau von Poststellen erwähnen, nicht aber den Grundsatz, den die Post beschlossen hat und dem ja auch so nachgelebt wird, dass nämlich keine Poststelle geschlossen wird, ohne eine Alternative anzubieten. Es gibt immer, immer eine Ersatzlösung für die Versorgung. Die Ersatzlösung ist in der Regel die Agentur, die, wie einige von Ihnen korrekterweise erwähnt haben, sogar bessere Öffnungszeiten für die Kundinnen und Kunden vorsieht, insbesondere auch an Samstagen, insbesondere auch abends, wenn man von der Arbeit nach Hause kommt. Es ist nicht ein Abbau, es ist sogar eine bessere Unterstützung der Bevölkerung durch diese Leistungserbringung in Form der Agentur. Also, hören Sie auf, nur von Poststellenabbau zu reden! Dann müssen Sie korrekterweise auch erwähnen, dass die Post sogar mehr Zugangspunkte anbietet mit ihrem Konzept, indem sie mehr Agenturen zur Verfügung stellt. Das geht mir ein bisschen unter in Ihrer Diskussion.

Die Post hat letztes Jahr im Bereich der Verkaufsstellen 200 Millionen Franken Defizit gemacht – 200 Millionen! Das wird zunehmen, wenn Sie sagen, sie dürfe sich nicht verändern. Sie haben von Moratorium gesprochen. Es darf nichts mehr passieren. Gleichzeitig aber geht der Briefverkehr zurück, gehen die Einzahlungen an den Schaltern zurück. Wie soll man dann noch diese Struktur aufrechterhalten, wenn die Kundinnen und Kunden – wir, Sie, alle in der Schweiz – sich anders verhalten? Das lässt sich nicht machen.

Ich bin sehr damit einverstanden, dass man sagt, es brauche diese Zugangspunkte in jeder Region und auch in den Städten. Aber auch in den Städten ist eine Agentur eine Lösung. Wir haben auch die Zusage von der Post – Sie haben das in den Kommissionssitzungen gehört –, dass ab September Bareinzahlungen sogar an der Haustür ermöglicht werden. Man spricht von einer Höhe bis 500 Franken. Und es gibt hier auch die Analyse, dass im Schnitt diejenigen, die noch mit dem gelben Büchlein bezahlen, 270 Franken einzahlen. Also auch hier gilt: 500 Franken, diese freiwillige Offerte der Post, sind ausreichend für die Bedürfnisse der Bevölkerung. Ich glaube, am Schluss müssen wir das machen, was dem Kundenverhalten entspricht. Die Post ist schon auch ein Unternehmen. Niemand, der privatrechtlich diese Leistung erbringen würde, würde ein derart grosses Netz weiterhin aufrechterhalten, würde weiterhin Defizite im genannten Rahmen in Kauf nehmen. Das macht die Post ja nur – und das verlangen wir auch von ihr –, weil sie auch für jede Region in unserem Land eine Grundversorgung aufrechterhalten soll. Das ist der Auftrag, und das darf auch defizitär sein.

Schauen Sie, was die Banken im Zahlungsverkehr machen! Ha, deren Netz reduziert sich aber noch viel dramatischer, weil Bankfilialen in dieser Dichte mit Kundinnen und Kunden, die wirklich auf den elektronischen





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

Zahlungsverkehr umstellen, Kostenfaktoren sind, die niemand privatrechtlich finanzieren würde. Dann müssen wir der Post schon auch ein bisschen entgegenkommen, indem wir sagen: Der Strukturwandel findet statt, auch hier müsst ihr euch an diesem beteiligen. Wir wollen diese Zugangspunkte aber eben in Form von Agenturen und Hausservice aufrechterhalten. Immerhin hat man dann weniger Fixkosten, die anfallen. Ich glaube, das ist ein normaler Weg.

Ich weiss nicht, ob Sie bei der Motion 17.3012, die jetzt wieder neue Vorschriften machen will, dann sagen, dass jede Person in zehn Minuten eine Poststelle erreichen können muss – vielleicht ist das dann Ihre Lösung. Dann haben wir aber mehr Poststellen als heute. Welches ist der richtige Ansatz? Das ist schon relativ schwierig. Zementierte Strukturen, die weit vom Markt entfernt sind, können ja nicht die Lösung sein.

Deshalb glauben wir und haben wir auch gesagt, dass auch mit dieser Gesetzgebung ein regionaler Aspekt möglich ist. Die Post muss besser mit den Gemeinden kommunizieren, sie rechtzeitig informieren. Das sind alles ganz berechtigte Anliegen, aber der Strukturwandel wird weitergehen und wird den Zahlungsverkehr und auch den Briefbereich weiter betreffen. Pakete sind nochmals ein anderes Geschäft: Das ist, wie richtig gesagt wurde, ein Geschäft, bei dem man Geld verdient. Aber hochdefizitäre Verkaufsstellen müssen Sie am Schluss natürlich dann auch irgendwo mit Steuergeldern finanzieren, und das, glaube ich, ist auf die Länge nicht das, was wir auch dem Steuerzahler schulden.

Deshalb: Masshalten und Klarheit schaffen ist richtig, aber es wird keine Poststelle abgebaut ohne Ersatzlösung. Das, glaube ich, muss man fairerweise der Post zugutehalten.

Giezendanner Ulrich (V, AG): Die Poststelle Rothrist mit neun bis elf Angestellten soll geschlossen werden. Frau Bundespräsidentin, meine Frage: Sind Sie bereit, rechtliche Ausnahmen zu fördern und mir zu helfen? Ich gründe die "Post Rothrist GmbH", übernehme alle Angestellten und bestehe im freien Markt; ich will kein Geld von Ihnen. Helfen Sie mir, dass ich diese Ausnahme machen kann, dass ich diese Poststelle Rothrist übernehmen, damit im freien Markt bestehen und mit Gewinn – ich beweise Ihnen das – arbeiten kann? Helfen Sie mir dabei?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Also, ich kenne jetzt die Zahlen der Poststelle Rothrist nicht. Wenn Sie aber die ganze Versorgung eigenwirtschaftlich übernehmen, ohne Staatsgelder, dann können Sie einmal zu mir kommen und mir Ihr Konzept präsentieren. Aber ohne Subvention! (Zwischenruf Giezendanner: Nix!; Heiterkeit)

Estermann Yvette (V, LU): Geschätzte Frau Bundespräsidentin, Sie haben mich herausgefordert.

Zuerst mal Gratulation an die Post, dass sie die beste in Europa ist. Aber da vergleicht sich ein Spitzensportler mit Normalos. Wenn ich die Postdienste im Ausland betrachte, bin ich nicht sehr stolz, dass wir besser sind als die in der EU. Das ist nur eine kleine Bemerkung.

Sie haben immer betont, dass Poststellen geschlossen werden, die nicht rentieren. Das kann man begreifen. Aber im Kanton Luzern, in meiner Umgebung, wurden Poststellen geschlossen, die rentierten und die sehr wichtig waren. Sie haben gesagt, es sei eine Alternative da. Aber wie erklären Sie, dass Poststellen, die wirklich rentieren, trotzdem geschlossen werden?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Ich weiss jetzt nicht, was Sie meinen. Wenn eine Gemeinde aber das Gefühl hat, die Poststelle werde ohne Berechtigung geschlossen, dann überprüft das die Postcom, man kann sich also dann an die Aufsichtsbehörde wenden. Es gab ganz wenige Fälle, bei denen die Postcom gesagt hat, dass ihre Analyse eine andere sei als jene, die die Post gemacht hat. Es gab ein paar solche Fälle, in denen die Post unberechtigterweise eine Stelle geschlossen hat, aber es sind wirklich ganz wenige Fälle. Das kann passieren. Ich sage nicht, dass die Post fehlerlos ist, aber ich denke, im Gros stimmt die Analyse, stimmen die Zahlen.

Aber auch dort, Frau Nationalrätin – nochmals! –, gab es dann immer eine Alternative für die Versorgung, und das ist halt die Agentur. Ich weiss nicht, was man so gegen die Agenturen hat. Überall, wo es eine Agentur gibt, in den Bergregionen – das muss auch der Kommissionssprecher aus einer Bergregion zugeben –, sind die Leute hochzufrieden. Ich glaube, wichtig ist für uns, dass wir der Bevölkerung auch sagen können, dass eine Leistung erbracht wird, aber vielleicht mit der Agentur statt mit der Poststelle. Das ist das, was am Schluss für die Menschen zählt.

AB 2017 N 781 / BO 2017 N 781

Reimann Lukas (V, SG): Frau Bundespräsidentin, ich melde mich auch bei Ihnen mit einem Konzept für die





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

Poststelle in der Wiler Altstadt.

Zur Frage: Die Unzufriedenheit bei den Agenturen hängt mit dem Bargeldverbot zusammen, das gegen das Währungsgesetz verstösst und von der Finma auferlegt wurde. Was tun Sie dagegen?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Die Post hat ja angekündigt, auf den 1. September 2017 die Entgegennahme von Bargeld zu ermöglichen. Man muss es begrenzen. 500 Franken sind im Moment in Diskussion. Das wäre mit den Vorgaben der Finma kompatibel. Es ist halt so: Sie und ich sagen, die Post sei zwar eine Bank, dürfe aber eben nur gewisse Dienstleistungen erbringen. Sie untersteht aber der Bankengesetzgebung, dem Geldwäschereigesetz. Deshalb muss man halt auch hier diese gesetzlichen Regeln anwenden und kann nicht sofort wieder sagen: "So haben wir das aber nicht gemeint!" Wir glauben, die Entgegennahme kleinerer Bargeldbeträge ist ein Bedürfnis eines Teils der Bevölkerung. Das soll so eingeführt werden und würde von der Finma akzeptiert.

Rytz Regula (G, BE): Wir haben etwas erstaunt zur Kenntnis genommen, Frau Bundespräsidentin, dass sich der Bundesrat bei der Beurteilung der Motionen, die wir diskutieren, gegen eine bessere Grundversorgung und dafür für mehr Wettbewerb und für mehr Möglichkeiten für private Unternehmungen ausspricht.

Eine ganz konkrete Frage: In der Motion "Gleich lange Spiesse im Schweizer Postmarkt" steht zum Beispiel, dass der Bundesrat dafür sorgen muss, dass neu auch private Unternehmungen Zugang zu den Briefkasten-anlagen in Wohn- und Geschäftshäusern bekommen. Weshalb wollen Sie die Hausbesitzer dazu zwingen, den Hausschlüssel nicht nur der Post, sondern neu auch noch dem globalen Unternehmen DHL zu übergeben? Was soll die Eidgenossenschaft dazu bringen, eine private Entscheidung von privaten Hausbesitzern zu ändern, nur damit dieser Wettbewerb spielen kann?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Wenn ein privater Hausbesitzer die Briefkastenanlage intern im Haus hat, muss er ja irgendjemandem den Zugang gewähren. Sie können ihn weiterhin der Post gewähren, und dann muss die Post halt ein Entgelt von anderen Kunden erhalten. Aber wenn Sie ein Paket bestellen, Frau Nationalrätin – Sie bestellen vielleicht Bücher bei Amazon –, dann kommt das nicht mit der Post, sondern vielleicht mit dem Konkurrenten, und dann muss dieser doch auch Zugang zu Ihrer Adresse haben. Darum geht es, und hier gibt es grosse Reklamationen. Das Entgelt ist entscheidend.

Die Post bietet einen Service, und Sie bestimmen dann als Eigentümer, ob Sie den Schlüssel weiterhin der Post geben oder ob Sie sagen: Ich nehme überhaupt keine postalischen Leistungen mehr entgegen.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Frau Bundespräsidentin, ich habe eine Frage zu Ihrer Antwort an Herrn Giezendanner. Denken Sie tatsächlich, Sie könnten mit autoritativen Einzelentscheiden das Postmonopol unterlaufen? Überschätzen Sie da nicht etwas Ihre Kompetenz?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Wir haben gesagt, dass es das Postmonopol noch bei Briefen bis 50 Gramm gibt. Sonst ist der Markt geöffnet, Frau Nationalrätin. Nur noch bei Briefen bis 50 Gramm haben wir einen Monopolbereich. Der Paketbereich ist schon lange völlig offen.

von Siebenthal Erich (V, BE): Frau Bundespräsidentin, es gibt Stimmen, die sagen, diese Agenturen seien nur eine Übergangslösung und dann seien diese auch weg. Was sagen Sie dazu?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Das sind Gerüchte. Ich glaube, hier hat einerseits der Gesetzgeber etwas zu sagen. Andererseits hat der Bundesrat im Leistungsauftrag an die Post klar gesagt, dass er diese Zugangspunkte will. Aber eben: Wir reden von Zugangspunkten – in welcher Form, ob als Agentur oder als Poststelle, ist für uns wirklich eine untergeordnete Frage. Wichtig ist die Versorgung der Bevölkerung. Die Agenturen – ich habe es jetzt x-mal betont – sind für mich eine wirklich gute Lösung, und ich würde mich immer dagegen einsetzen, wenn man auch Agenturen abbauen möchte.

Béglé Claude (C, VD): Madame la présidente de la Confédération, la Poste suisse est la meilleure d'Europe, toutes mes félicitations.

Notre discussion se focalise sur les 200 millions de francs de différence entre les offices de poste et les agences. Ne devrait-on pas mener une réflexion aussi sur les nouvelles sources d'activités, de revenus pour la Poste, voire peut-être sur certaines nouvelles fonctions que pourraient avoir ces offices de poste, par exemple, aider la population locale à mieux utiliser Internet, à se digitaliser?

Leuthard Doris, présidente de la Confédération: Oui, Monsieur Béglé, c'est tout à fait légitime et on encourage





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

même la Poste à chercher, grâce à ses compétences, à fournir d'autres types de prestations. Je pense, par exemple, à l'"e-voting" – le canton de Genève n'aime pas cela, contrairement à d'autres cantons. Je citerai aussi le domaine des finances, avec de nouvelles idées, comme le fait que la Poste soit active même dans le domaine de la santé. On a des idées; c'est en cours.

Mais cela n'évitera pas les déficits pour les offices de poste; cela ne changera rien dans ce domaine. En effet, comme vous pouvez le constater, les structures sont séparées entre le service financier, le service des e-mails et le service postal international. Et il faut reconnaître que, là où l'on doit offrir un service universel, le déficit est en augmentation chaque année.

Fluri Kurt (RL, SO): Frau Bundespräsidentin, in der Kommission hatten wir den Eindruck, dass die Post nicht mehr von der gleichen Strategie spricht wie vor einigen Jahren. Vor einigen Jahren ging es um die Frage der Frequentierung der Poststellen im ländlichen Raum. Jetzt hat sie in der Kommission plötzlich als strategisches Ziel vorgestellt: Abbau der Poststellen von 1400 auf 800 bis 900 Stellen bis ins Jahr 2020. Sie hat mit anderen Worten ein qualitatives Ziel durch ein quantitatives Ziel abgelöst, und das bis 2020. Sind Sie nicht auch der Meinung, dass diese Strategie unklar ist, zumindest nicht transparent und sicher nicht ausdiskutiert? Und was ist nach 2020, das ist ja bereits übermorgen?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Auch Sie, Herr Nationalrat, erwähnen jetzt nur den Abbau von Poststellen und erwähnen den Zubau von Agenturen nicht. Es gibt in dieser Strategie mehr Zugangspunkte als heute. Bitte nehmen Sie davon Kenntnis. Das ist wirklich so. Die Kommission kann ja mehr Klarheit schaffen. Wir haben mit der Post intensive Diskussionen. Wir haben ihr auch geraten, transparent zu sein. Da haben Sie meine Unterstützung. Es ist wichtig für betroffene Regionen, Klarheit darüber zu bekommen, was bis 2020 passiert. Die Post muss sicher auch Klarheit darüber schaffen, ob das dann konsolidiert ist – das nehmen wir im Moment an – oder ob eine nächste Phase kommt. Das sind berechtigte Fragen, auf die die Post selbstverständlich Antworten liefern muss.

Wir haben aber nicht den Eindruck, dass es eine Änderung der Strategie ist. Es ist jetzt nur die Erkenntnis, dass auch Menschen in Städten E-Banking benutzen, dass auch Menschen in Städten andere Zugangspunkte haben. Insofern ist das einfach in der Stadt angekommen. Die Strategie hat sich nicht geändert. Aber wir wollen immer die Alternative. Für den Bundesrat ist wichtig, dass nichts ohne Alternativlösung geschlossen wird.

Pardini Corrado (S, BE): Frau Bundespräsidentin, Sie haben Ihr Votum mit der Aussage begonnen, dass wir Spitze seien, die Schweizerische Post sei die beste Post Europas. Eine kleine Bemerkung dazu: Ich frage mich, warum man ein so

AB 2017 N 782 / BO 2017 N 782

gut funktionierendes Unternehmen auf den Kopf stellen will und eigentlich gegen den Volkswillen und gegen die Kundschaft operiert, mit dem Risiko, dann diese Spitzenposition zu verlieren.

Nun meine Frage: Sie wollen liberalisieren. Das Management der Post benimmt sich gleich, wie wenn es ein Privatunternehmen ohne gesetzlichen Auftrag führen würde, mit dem Risiko, dass Sie, Frau Bundespräsidentin, in Zukunft auf die Dividendenausschüttung der Post, die im Schnitt 200 Millionen Franken pro Jahr ausmacht, verzichten wollen. Ist das Ihr Ziel, und wie kompensieren Sie die möglicherweise fehlende Dividendenausschüttung von 200 Millionen Franken?

Leuthard Doris, Bundespräsidentin: Ihre Aussagen stehen total im Kontrast zum Bericht und stehen im Kontrast zu den Intentionen des Bundesrates. Nochmals: Im Gesetz steht, Herr Nationalrat, dass die Grundversorgung "eigenwirtschaftlich" erbracht werden muss – eigenwirtschaftlich, nicht defizitär. Das hat das Parlament der Post vorgegeben. Es ist also nicht Aufgabe des Managements, von vornherein Defizite zu erwirtschaften, sondern es muss sich bemühen, diese Grundleistung einigermassen eigenwirtschaftlich zu erbringen. Deshalb muss man hier nicht dem Management einen Vorwurf machen. Es ist daran, auch die Struktur den heutigen Bedürfnissen der Menschen anzupassen.

Ich weiss nicht, wie oft Sie auf der Post Einzahlungen machen, wenn Sie es überhaupt noch tun. – Gar nie? Also, es ist halt einfach so, dass man diese Struktur doch nicht aufrechterhalten kann, wenn sich die Bedürfnisse der Menschen ändern. Wir haben auch nicht mehr in jedem Quartier ein "Milchlädeli". Ich glaube, hier muss der Wandel in sozialverträglichem Tempo passieren, damit man niemanden im Stich lässt. Das machen wir so, genau mit der Vorgabe, dass Agenturen die Ersatzlösung sein müssen. Ob man dann die Einzahlung auf einer Agentur macht oder auf einer Poststelle, ist, glaube ich, für die meisten Menschen nicht zentral. Ob man die Briefmarke in einer Agentur oder in einer Poststelle kauft, ist auch nicht zentral.





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011

Für den Bundesrat steht nicht im Vordergrund, dass wir diese 200 Millionen Franken jedes Jahr erhalten. Sie kommen übrigens von Postfinance und nicht von den Verkaufsstellen, nicht von Postmail, nicht von Postauto. Die Cashcow ist nach wie vor Postfinance – mit sinkendem Umsatz und Ertrag, weil auch dort sehr vieles kostentreibend ist.

Die Post ist uns lieb und wichtig, aber eine gewisse Anpassung muss auch die Post machen. Die heutige Welt ist nicht mehr dieselbe wie die Welt vor zwanzig Jahren. Deshalb muss die Anpassung sozial, regionengerecht geschehen, aber nicht in Verkennung der Bedürfnisse der heutigen Kundinnen und Kunden.

Candinas Martin (C, GR), für die Kommission: Ich fühle mich der Kommission gegenüber verpflichtet, doch nochmals zu sagen, worum es eigentlich bei unserer Motion 17.3012 geht, denn ich habe das Gefühl, dass nicht alle sie gleich auslegen. Wir wollen die Messkriterien ändern, auf regionaler Ebene und nicht auf nationaler Ebene. Es steht nirgends in der Motion, wie und mit welchen Zugangspunkten die Post dies bewerkstelligen soll. Wir sagen nur, die Messkriterien müssen regional festgelegt werden. Dies ist übrigens auch ein Punkt, den die Postcom unterstützt – damit das auch gesagt sei. Dann wollen wir für die Dienstleistungen des Zahlungsverkehrs die gleichen Erreichbarkeitskriterien wie für die postalischen Dienstleistungen, und wir wollen, dass die Agenturen auch ein umfassendes Angebot haben.

Die Motion richtet sich somit nicht gegen die Agenturen, sondern sie will sie dort, wo es sie gibt, aufwerten. Heute können nicht alle Dienstleistungen in Agenturen erledigt werden, aber das wäre zentral für den Service public, wenn es immer weniger traditionelle Poststellen gibt. Das wollen wir für die Zukunft sicherstellen. Heute erfüllt die Post vermutlich diese Bedingung, das weiss niemand so genau. Aber die Aufgabe der Politik ist es, dafür zu sorgen, dass dies auch in Zukunft gegeben ist.

Darum hat sich unsere Kommission auch mit 20 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen für diese Motion ausgesprochen.

Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL): Herr Candinas, Sie schlagen ja vor, dass man gesetzliche Änderungen vornimmt, zum Beispiel in Bezug auf die Durchsetzung bestimmter regionaler Ziele. Wie wollen Sie verhindern, dass in der Zwischenzeit vom Management der Post irreversible Änderungen vorgenommen werden, wenn wir für die Zwischenzeit kein Moratorium in Bezug auf die Schliessung von Poststellen haben?

Candinas Martin (C, GR), für die Kommission: Die Kommission kann nicht verhindern, dass die Post Poststellen in Agenturen transformiert. Das war auch nicht die Meinung der Mehrheit der Kommission, sondern uns ging es um die Erreichbarkeit und die Qualität. Genau diese zwei Punkte will unsere Motion auch für die Zukunft erreichen. Das ist zentral für die Bevölkerung, nicht unbedingt die Frage, wie die Zugangspunkte genau aussehen.

17.3011

Antrag der Kommission Annahme der Motion

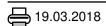
Antrag Reynard
Ablehnung der Motion

Proposition de la commission Adopter la motion

Proposition Reynard
Rejeter la motion
Développement par écrit

La motion 17.3011 est un soutien déguisé aux démarches de privatisations en cours dans le secteur de la Poste. Cette tendance est dangereuse, pour tous ceux qui sont attachés à un service public de qualité assuré pleinement par des entités appartenant aux collectivités publiques, afin que les acteurs politiques que nous sommes puissent en garder le contrôle. Cela est évidemment dans l'intérêt de tous les citoyens de notre pays et de toutes ses régions, notamment les plus périphériques.

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Die Kommission und der Bundesrat beantragen die Annahme der Motion.





Nationalrat • Sommersession 2017 • Zweite Sitzung • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011 Conseil national • Session d'été 2017 • Deuxième séance • 30.05.17 • 08h00 • 17.3011



Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 17.3011/15190) Für Annahme der Motion ... 109 Stimmen Dagegen ... 78 Stimmen (1 Enthaltung)

17.3012

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Die Kommission beantragt die Annahme der Motion. Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

Abstimmung – Vote (namentlich – nominatif; 17.3011/15191) Für Annahme der Motion ... 172 Stimmen Dagegen ... 13 Stimmen (4 Enthaltungen)

17.3013

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Die Kommission und der Bundesrat beantragen die Annahme der Motion.

Angenommen – Adopté

AB 2017 N 783 / BO 2017 N 783